

# Préserver la souveraineté numérique européenne

Nous vivons actuellement une révolution numérique qui bouleverse nos usages autant que nos organisations ou nos modes de vie. Les entreprises doivent faire face à des défis majeurs où la cybersécurité, le cloud de confiance et le numérique sont étroitement liés pour bâtir des espaces de confiance pour la santé connectée, l'industrie de demain, les villes intelligentes, les transports autonomes etc...

Au même moment, les attaques informatiques montent en puissance en étant à la fois plus fréquentes et plus étendues. Elles touchent des millions d'utilisateurs dans leur usage personnel et professionnel du numérique. On l'a vu, avec Uber et les 57 millions de données d'utilisateurs piratées. Tout porte à croire que ces attaques vont continuer et toucher plus directement les personnes avec le déferlement annoncé d'objets connectés peu sécurisés.

Au-delà des enjeux réglementaires, économiques et sécuritaire avec la LPM et le RGPD, la cybersécurité et le cloud de confiance représente un enjeu sociétal. Il faut s'interroger sur la protection des données que nous voulons offrir à nos citoyens, consommateurs, et à nos entreprises, ainsi que le rôle que nous voulons y jouer.

La France, et plus généralement l'Europe, doivent maîtriser « le signal » numérique et ne plus être intégralement dépendantes des Etats-Unis ou de la Chine, les principaux bénéficiaires des flux de données.

Le Président de la République a déclaré qu'il nous fallait préserver la souveraineté numérique nationale et développer la coopération européenne. Nous ne pouvons que souscrire à cette vision. C'est pour cette raison que nous appelons de nos vœux un développement massif des investissements autour des entreprises travaillant dans ce secteur porteur de liberté, d'emploi et de création de richesses pour les générations futures.

Dans cet environnement, peut-on envisager une Europe numérique protégée par une industrie Européenne de la Cybersécurité ? Ou plutôt, pourrait-il en être autrement ?

Pour mettre en œuvre nos lois sur la protection des infrastructures critiques (NIS) et sur la protection des données (RGPD), pour protéger nos identités numériques et celles de nos enfants, enfin pour protéger notre patrimoine culturel, notre langue et les actifs de nos entreprises, il est indispensable de transformer la mise en œuvre de ces réglementations européennes et nationales en opportunité de marché au service de notre industrie.

Il est également important de changer nos comportements d'achats dans les entreprises pour adopter une démarche lucide et souveraine. D'après le baromètre FrenchTech, c'est seulement 0,1% des budgets globaux des grandes entreprises qui sont dédiés aux startups plutôt qu'aux acteurs établis. Or la clef de la croissance de nos entreprises et de notre industrie est la commande ! Le développement de la French Fab ou la French Tech n'ont pas d'avenir sans marché.

La nature stratégique de ces enjeux nécessite de pouvoir choisir des solutions de confiance et souveraines qui soient certifiées et validées par l'ANSSI.

Au sein d'HEXATRUST, nous proposons un catalogue de solutions de confiance, répondant aux besoins du marché, respectueuses de l'intérêt européen et de la protection des individus dans un monde qui bouge.

La souveraineté numérique est la clef de la résilience et de la construction d'un avenir durable !

**Par Jean-Noël De Galzain, Président HEXATRUST, PDG WALLIX Group**